

Boycott des négociations des projets de Valls & Gattaz !

Manifestation nationale unie contre le budget et le gouvernement !

Les plans de licenciement se poursuivent (Seita-IT, Gad...).

Le 27 août, Valls, le Premier ministre PS est ovationné à l'Université d'été du Medef : « *J'aime l'entreprise... Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier ! La France a besoin de vous ! La France a besoin de ses entreprises, de toutes ses entreprises* ». Rebsamen, le ministre PS du Travail s'en prend aussitôt aux chômeurs et non à ceux qui les licencient. Le 6 octobre, Valls récidive à Londres pour vanter la politique du gouvernement PS-PRG devant une assemblée de financiers. Le 14 octobre, Macron, le ministre PS de l'Économie, annonce un projet de loi : extension du travail du dimanche, affaiblissement de la SNCF par la concurrence des cars privés...

Les entreprises du gouvernement, ce ne sont pas les salariés, ce sont leurs propriétaires et leurs représentants. Valls assure les actionnaires et les PDG que le gouvernement fera tout son possible pour augmenter leurs profits (dividendes versés aux actionnaires, « salaires » et stock options des dirigeants...).

Les deux projets budgétaires du gouvernement Hollande-Valls pour 2015 (le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale) sont de vraies preuves d'amour pour les exploités et de mépris pour ceux qui créent les richesses de la société.

D'un côté, les patrons paieraient moins grâce au « Pacte de compétitivité » (crédit d'impôt) et au « Pacte de responsabilité » (allègements supplémentaires de cotisations sociales patronales) : « *Le cumul du CICE et du pacte de responsabilité représentera 40 milliards par an d'aides aux entreprises.* » (Crédit agricole, *Focus*, 9 octobre).

De l'autre, la redevance télé augmente, de même que la taxe sur le gazole, sans oublier la TVA relevée pour financer le CICE... Quant aux collectivités locales, elles vont devoir sabrer dans leurs dépenses. Les salaires restent bloqués pour les fonctionnaires, les effectifs des classes augmentent, les hôpitaux sont étranglés... L'exception, c'est l'armée de mercenaires qui reçoit des financements hors du budget (« Opex ») pour mener les interventions impérialistes françaises au Proche-Orient et en Afrique.

Valls a dévoilé son atout aux patrons, le 27 août, le « dialogue social » : « *La mise en oeuvre de ma politique suppose une méthode sur laquelle je serai extrêmement vigilant : la négociation et la recherche d'un accord...* »

Valls table sur la « négociation » entre « partenaires sociaux » car il sait que l'ensemble des bureaucraties syndicales accepte de se placer sur le terrain de « la France », de « l'industrie française », de la « compétitivité nationale », de la « République ». Les négociations ont débouché sur l'accroissement de la flexibilité (des salaires ou du temps de travail), sur moins de retraite (par l'allongement de la durée de cotisation), la mise en cause du statut des professeurs du secondaire (abrogation des décrets de 1950), etc.

Le résultat de la politique du gouvernement et de l'acceptation syndicale de la discuter (la CFDT va jusqu'à signer), c'est l'appauvrissement des travailleurs, la montée de la précarité, le chômage de masse, le démantèlement des services publics... et aussi la montée politique du FN, un parti raciste, antisindical et antigreve (sauf les « greves » de notaires, de pharmaciens, de policiers).

Pourtant, toutes les directions syndicales discutent depuis le 9 septembre au siège du Medef du « dialogue social dans l'entreprise » (les seuils inclus) et du « pacte de compétitivité » dans 33 branches professionnelles.

Ces derniers mois, des travailleurs des hôpitaux, les travailleurs intermittents du spectacle, les travailleurs de la SNCF, les pilotes d'Air France... ont tenté de se défendre, de vaincre. Tous se sont heurtés au sabotage des bureaucraties syndicales qui empêchent la grève générale, qui abandonnent les revendications pour des « propositions », qui dissipent l'énergie dans les « journées d'action » et les « actions symboliques ».

Il faut un autre parti aux travailleurs que le PS, mais aucun autre ne mène le combat contre la complicité des directions syndicales avec le gouvernement et le Medef, pour l'expropriation des licenciés, ni le PdG, ni le PCF, ni le NPA, ni LO. Pour autant, la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot. À l'intérieur des entreprises, des administrations ou des lieux de formation, dans les syndicats comme dans les assemblées générales, il faut se regrouper, s'organiser pour imposer :

Boycott des négociations des contre-réformes ! Sortie des représentants syndicaux du Conseil d'orientation des retraites et des conseils d'administration des groupes capitalistes !

Tous les moyens pour les services publics ! Augmentation des salaires, des indemnités, des allocations et des pensions ! Interdiction des licenciements ! Échelle mobile des heures de travail !

À bas les budgets de l'État et de la Sécu ! Unité des organisations ouvrières pour appeler tous les travailleurs à manifester à l'Assemblée nationale pour empêcher le vote des budgets !

Arrêt des interventions en Irak, en Centrafrique et au Mali ! Retrait de l'OTAN ! Licenciement de l'armée de mercenaires ! Armement du peuple !

Expropriation des fraudeurs et des licenciés ! Gouvernement ouvrier ! États-Unis socialistes d'Europe !



15 octobre 2014

Groupe marxiste internationaliste

groupemarxiste.info